



AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE N°004/AONR/FODECC/CIPM/2025 DU 19 SEPTEMBRE 2025 EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE POUR LE COMMISSARIAT AUX COMPTES DES EXERCICES 2025, 2026, 2027, 2028, 2029 ET 2030 AU FONDS DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES CACAO ET CAFE (FODECC)

1. Objet de l'Appel d'Offres

Conformément aux dispositions du Décret portant réorganisation du FODECC, un Cabinet devrait être recruté par appel à concurrence pour effectuer les prestations de commissariat aux comptes du FODECC. Aussi, l'institution compte contractualiser avec un Cabinet comptable qui aura pour mission d'exercer le Commissariat aux Comptes des exercices 2025 à 2030.

La consultation sera faite par voie d'Appel d'Offres National Restreint suite à l'Appel à Manifestation d'Intérêt N°003/AAMI/ADMINISTRATEUR/FODECC/2025 du 03 juillet 2025 pour la préqualification des cabinets Comptables pour le Commissariat aux Comptes des exercices 2025 à 2030 au Fonds de Développement des filières Cacao et Café (FODECC), Publié dans le Journal des Marchés du 28 août 2025.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres portent sur le Commissariat aux Comptes des exercices 2025 à 2030 au Fonds de Développement des filières Cacao et Café (FODECC) et consistent :

- De façon générale, à assurer le Commissariat aux Comptes du Fonds de Développement des Filières CACAO et Café (FODECC) des exercices 2025, 2026, 2027, 2028, 2029 et 2030.
- De façon spécifique, à :
 - L'audit des états financiers confectionnés par le cabinet en charge de l'assistance Comptable du FODECC conformément aux dispositions de la législation OHADA et à la Loi N°2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut général des Établissements Publics en vue de s'assurer qu'ils sont réguliers, sincères et donnent une image fidèle du patrimoine et du résultat de la société en fin d'exercice ;
 - La revue du système de contrôle interne en vue d'évaluer les sources d'information, les possibilités d'erreurs et les dysfonctionnements ;
 - Le contrôle des comptes qui comprend la revue analytique et l'analyse circulaire ;

- La rédaction d'un rapport général qui comprendra l'opinion du Commissaire aux Comptes sur les comptes, les contrôles effectués, les irrégularités et les inexactitudes observées, les postes du bilan et les documents comptables auxquels des modifications lui paraissent devoir être apportées ;
- Rédaction d'un rapport spécial sur les Conventions ;
- La possibilité de déclencher la procédure d'alerte prévue par les dispositions OHADA.

3. Tranches

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont réparties en trois (03) tranches à savoir :

- Tranche Ferme : **Commissariat aux comptes des exercices 2025 et 2026 ;**
- Première Tranche conditionnelle : **Commissariat aux comptes des exercices 2027 et 2028 ;**
- Deuxième Tranche conditionnelle : **Commissariat aux comptes des exercices 2029 et 2030.**

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent Dossier d'Appel d'Offres (DAO).

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **70 000 000 (soixante-dix millions) de francs CFA**, repartis par tranche ainsi qu'il suit :

- Tranche Ferme : **24 000 000 (vingt-quatre millions) de Francs CFA ;**
- Première Tranche conditionnelle : **23 000 000 (vingt-trois millions) de francs CFA ;**
- Deuxième Tranche conditionnelle : **23 000 000 (vingt-trois millions) de francs CFA.**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximal prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations, objet du présent Appel d'Offres, est de **180 (cent quatre-vingt) jours** répartis par tranche comme suit :

- Tranche Ferme : **60 (soixante) jours ;**
- Première Tranche conditionnelle : **60 (soixante) jours ;**
- Deuxième Tranche conditionnelle : **60 (soixante) jours.**

Ce délai pour chacune des tranches court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est restreinte aux candidats retenus suite à l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°003/AAMI/ADMINISTRATEUR/FODECC/2025 du 03 juillet 2025 publié dans le Journal des Marchés (JDM) du 03 juillet 2025 et inscrits sur la liste ci-après :

N°	Soumissionnaire	Adresse
1	ACF AUDIT CONSEIL	Tél : 696 98 99 03 / 233 42 89 02, BP : 12 489 Douala
2	BBI ADVISORY & AUDIT	Tél : 697 54 60 99/222 23 13 90 – 16 258 Yaoundé
3	XPA AUDIT	Tél : 699 86 44 97/699 91 48 57 ; BP : 2665 Douala
4	STRATEGIKONSEIL SARL	Tél : 696 16 67 18/233 41 88 20 ; B.P : 8746 Douala

7. Financement

Les prestations, objet du présent appel d'offres sont financées par le budget du FODECC des exercices 2025 et suivants sur la ligne d'imputation budgétaire 114 00 30 61 20 52.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est « en ligne » via la plateforme COLEPS.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la **pièce 13 du DAO** dont le montant s'élève à **un million quatre cent mille (1 400 000) FCFA** et valable jusqu'à **trente (30) jours** au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement devra être obligatoirement accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC), conformément à la Circulaire N°000014/LC/MINMAP du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté « en ligne » sur la plateforme COLEPS aux adresses _____ et _____, ainsi que sur le site internet de l'ARMP (_____) dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version électronique du DAO peut être obtenue par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées dès publication du présent avis. Toutefois la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO d'un montant non remboursable de **quatre-vingt mille (80 000) francs CFA** payable dans le Compte Spécial de CAS- ARMP, ouvert à la BICEC sous le n° 33598860001 – 94.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais. L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **23 octobre 2025 à 13 heures précises (Heure limite)**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** », dans les délais impartis, en plus de la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCÉDURE
D'URGENCE N°004/AONR/FODECC/CIPM/2025 DU 19 SEPTEMBRE 2025 EN
VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE POUR
LE COMMISSARIAT AUX COMPTES DES EXERCICES 2025, 2026, 2027, 2028,
2029 et 2030 AU FODECC.
« copie de sauvegarde »

Tailles et formats des fichiers

Les **tailles maximales** des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les **formats de fichiers** acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

13. Recevabilité des plis

Sous peine de rejet, les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des fichiers distincts et la copie de sauvegarde doit être enregistrée dans un support amovible (clé USB ou CD/DVD) sous pli scellé avec la mention « copie de sauvegarde ».

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Pour cet Appel d'Offres Restreint (avec ouverture en 02 temps) dont la procédure sera conduite en ligne, il y a lieu de relever qu'en plus de la copie de sauvegarde requise, le soumissionnaire est tenu de présenter une clé USB contenant une copie de l'offre financière dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette enveloppe scellée contenant la clé USB ayant une copie de l'offre financière entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission Interne de Passation des Marchés.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment :

- L'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours ;
- Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente ;
- La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement devra être obligatoirement accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC), conformément à la Circulaire N°000014/LC/MINMAP du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en **deux (02) temps**. Les offres administratives et techniques seront ouvertes au premier temps, suivies au deuxième temps par les

offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et offres techniques aura lieu le **23 octobre 2025 à 14 heures précises** par la Commission Interne de Passation des Marchés du FODECC dans la salle de conférences de l'immeuble Annexe du FODECC, sis au Rez-de-chaussée Shiloh Suits – Elig-Essono.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu au minimum la note technique qualificative de **80 points sur 100** seront ouvertes à **14 heures** par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO). Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les offres seront évaluées selon les critères éliminatoires et essentiels ci-dessous.

15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit :

- De l'absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis, accompagnée obligatoirement du récépissé de consignation délivrée par la CDEC ;
- De la non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- De l'absence du Diplôme d'Expertise Comptable avec inscription à l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun (ONECCA) au titre de l'année en cours pour le Superviseur Général ;
- D'une note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- De l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;

- De l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations au cours des trois dernières années ;
- Du non-respect des formats de fichiers des offres soumises en ligne ;
- De l'absence d'une enveloppe scellée marquée comme « offre témoin » contenant une copie de l'offre financière dans une clé USB ;
- De l'absence de la copie de sauvegarde.

NB : Pour être éligible à l'analyse de l'offre technique, le soumissionnaire ne doit tomber sous le coup d'aucun critère éliminatoire.

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur 100 points suivant les critères essentiels ci-après :

N°	Critères	Points
1	Présentation générale de l'offre	03
2	Références du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires	10
3	Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR	30
4	Qualification et compétences des experts	45
5	Solvabilité et capacité financière	05
6	Matériel nécessaire pour la mission	07
Total		100

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

NB : (1) Seuls les soumissionnaires dont les offres auront obtenu une note technique supérieure ou égale à 80 points sur 100 seront admis à l'analyse financière.

(2) Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux-disante par combinaison des critères techniques et financiers.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **90 jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

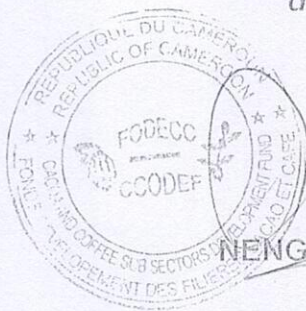
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus **en ligne** dans le Journal des Marchés (JDM) de l'ARMP ou sur la plateforme COLEPS aux adresses www.oleps.org et www.oleps.org et aux heures **ouvrables**, auprès du Secrétariat de l'Administrateur du FODECC (Service SIGAMP) sis au Boulevard Jean Paul II Bastos-Yaoundé, 2ième étage de l'immeuble Siège, téléphone 222 21 88 24.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou Appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le, 19 septembre 2025

L'Administrateur du FODECC, Maître
d'Ouvrage



NENGUE Samuel Donatien

Copies

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- FODECC
- Président CIPM – FODECC
- Affichage/Chronos



TENDER NOTICE

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE No 004/RNIT/CCODEF/ITB/2025 OF THE 19th OF SEPTEMBER 2025 IN VIEW OF THE RECRUITMENT OF AN ACCOUNTING FIRM FOR THE STATUTORY AUDIT OF THE COCOA AND COFFEE SUB SECTORS DEVELOPMENT FUND (CCODEF) FOR THE FINANCIAL YEARS 2025, 2026, 2027, 2028, 2029 AND 2030.

1. Subject of the Call for Tender

In accordance with the provisions of the FODECC organic Decree, a firm should be recruited through a competitive process to perform the CCODEF's statutory auditing services. The institution also intends to enter into a contract with an accounting firm to carry out the statutory auditing services for the 2025 to 2030 fiscal years.

The consultation will be conducted through a Restricted National Invitation for Tenders following Call for Expressions of Interest No. 003/ISEI/ADMINISTRATOR/CCODEF/2025 of the 3rd July 2025 for the pre-qualification of accounting firms for the statutory auditing services for the 2025 to 2030 fiscal years at the Cocoa and Coffee Sub sectors Development Fund (CCODEF), published in the ARMP's Public Contracts Journal (JDM) of August 28, 2025.

2. Nature of the Services

The services covered by this Invitation for Tenders relate to the Audit of the Cocoa and Coffee Sub sectors Development Fund (CCODEF) for the financial years 2025 to 2030 and consist:

- **Generally speaking:** to ensure the Audit of the Cocoa and Coffee Sector Development Fund (FODECC) for the financial years 2025, 2026, 2027, 2028, 2029 and 2030;
- **Specifically, to :**
 - audit the financial statements prepared by the firm responsible for FODECC's accounting assistance in accordance with the provisions of OHADA legislation and Law No. 2017/010 of July 12, 2017, on the general status of Public Establishments, to ensure that they are regular, sincere, and provide a true and fair view of the company's assets and results at the end of the financial year;
 - review the internal control system to assess sources of information, potential errors, and malfunctions;
 - audit the accounts, which includes analytical review and circular analysis;

- draft a general report that will include the Statutory Auditor's opinion on the accounts, the controls performed, the irregularities and inaccuracies observed, the balance sheet items, and the accounting documents to which he or she believes changes should be made;
- drafting of a special report on the Conventions;
- the possibility of triggering the alert procedure provided for by OHADA provisions.

Details for the nature of the services are provided in the Terms of Reference (ToR) of this Tender File.

3. Tranches

The services covered by this Invitation to Tender are divided into three (03) tranches, namely:

- Firm Tranche: **Statutory Audit of the 2025 & 2026 fiscal years;**
- First Conditional Tranche: **Statutory Audit of the 2027 & 2028 fiscal years;**
- Second Conditional Tranche: **Statutory Audit of the 2029 & 2030 fiscal years.**

Details for the nature of the services are provided in the Terms of Reference (ToR) of this Tender File.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **70,000,000 (seventy million) CFA Francs**, divided into tranches as follows:

- Firm Tranche: **24,000,000 (twenty-four million) CFA francs;**
- First Conditional Tranche: **23,000,000 (twenty-three million) CFA francs;**
- Second Conditional Tranche: **23,000,000 (twenty-three million) CFA francs.**

5. Estimated execution timeframe

The maximum deadline provided for by the Project Owner for the execution of the services covered by this invitation to tender is **180 (one hundred and eighty) days**, divided into tranches as follows:

- Firm Tranche: **60 (sixty) days;**
- First Conditional Tranche: **60 (sixty) days;**
- Second Conditional Tranche: **60 (sixty) days.**

This deadline shall start for each tranche from the date of notification of the administrative order to commence services.



6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is restricted to following candidates pre-qualified following the call for expression of interest N°003/AAMI/ADMINISTRATOR/CCODEF/2025 of the 3rd July 2025 for the pre-qualification of accounting firms for the audit of the financial years 2025 to 2030 at the Cocoa and Coffee sub sectors Development Fund (CCODEF) published in the ARMP's Public Contracts Journal (JDM) of July 3rd, 2025 and registered on the list below:

No	Firms	Adress
1	ACF AUDIT CONSEIL	Tél : 696 98 99 03 / 233 42 89 02, BP : 12 489 Douala
2	BBI ADVISORY & AUDIT	Tél : 697 54 60 99/222 23 13 90 – 16 258 Yaoundé
3	XPA AUDIT	Tél : 699 86 44 97/699 91 48 57 ; BP : 2665 Douala
4	STRATEGIKONSEIL SARL	Tél : 696 16 67 18/233 41 88 20 ; B.P : 8746 Douala

7. Financing

The services subject of this Invitation to Tender shall be funded by the Budget of the Cocoa and Coffee Sub Sectors Development Fund (CCODEF) for the 2025 and following financial years, on the 2025 114 0030 61 20 52 budgetary line.

8. Submission method

The submission method retained for this consultation is “online” via the COLEPS platform.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorized to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document 13 of the Tender File, of an amount of amount of one million four hundred thousand (1,400,000) CFA Francs all taxes inclusive and valid up to thirty (30) days beyond the date of validity of bids.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorized by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

The said bid bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Cashier (DCC) in accordance with Circular No. 000014/C/MINMAP/CAB of July 23, 2025 relating to the terms of constitution, deposit and conservation, restitution and realization of guarantees in public contracts.

10. Consultation of the Tender File

The Tender File can be consulted **online on the COLEPS' platform** to the following addresses [http://www.coleps.org](#) and [http://www.coleps.org](#) as well as on the ARMP website ([http://www.armac.org](#)), upon publication of this notice.

11. Acquisition of the Tender File

The electronic version of the file may can be downloaded free of charge from electronical addresses indicated above as soon as this notice is published. However, electronic submission is subject to payment of the Tender File for a nonrefundable sum of **eighty thousand (80,000) CFA Francs** to the CAS-ARMP Special Account, opened at BICEC Bank under number 33598860001-94 opened at BICEC.

12. Submission of bids

Each bid shall be drafted in English or French. The submission is done electronically. The offer must be transmitted by the bidder on COLEPS platform no later than the **23rd October 2025 at 1 PM**. A backup copy of the bid recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication **"backup copy"**, within the allotted time and marked as follows:

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY
PROCEDURE N° 004/RNIT/CCODEF/ITB/2025 OF THE 19TH SEPTEMBER 2025
FORTHE RECRUITMENT OF AN ACCOUNTING FIRM FOR THE STATUTORY
AUDIT OF THE CCODEF FOR THE FINANCIAL YEARS 2025, 2026, 2027, 2028,
2029 AND 2030
"backup copy"

Files sizes and formats

For the online submission, the **maximum sizes** of the documents making up the bidder's offer and that shall be forwarded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical bid;
- 5 MB for the Financial bid.

The following **files formats** are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

Under pain of rejection, administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different files and the backup copy must be saved in removable medium (usb key or CD/DVD) in a sealed envelope with the indication **"backup copy"**.

The following will not be acceptable by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids submitted after the closing date and time for submission;
- Bids without indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.

For this Restricted Invitation to Tender (with opening in 02 phases) whose procedure will be conducted online, it should be noted that in addition to the required backup copy, the tenderer is required to present a USB key containing a copy of the financial offer in a sealed envelope to serve as a sample offer marked as such, and intended for the public contracts regulatory body for conservation. Failure to present this sealed envelope containing the USB key with a copy of the financial offer will result in the inadmissibility of the offer of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Internal Tender Board.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular:

- the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal;
- A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent.
- A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

The Said bid bond, paid, stamped, must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Cashier (DCC) in accordance with Circular No. 000014/C/MINMAP/CAB of July 23, 2025 relating to the terms of constitution, deposit and conservation, restitution and realization of guarantees in public contracts.

14. Opening of Bids

Bids shall be opened in **two (02) phases**. The administrative and technical bids shall be opened first followed in the second phase by the financial bids of the tenderers who have obtained the minimum technical score required.

The opening of the administrative documents and technical bids shall take place on the **23rd October 2025** in the Conference Hall of CCODEF's Annex building, located on the Ground Floor Shiloh Suits – ELIG-ESSONO, Yaoundé at **2 PM** by the Internal Tenders Board of CCODEF.

Only the financial offers of the tenderers that obtained at least the qualitative technical score of **80 points over 100** shall be opened at **2 PM**. by the same Tenders

Board and in the same room on a date to be announced later after the publication of the technical evaluation results.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids after a period of 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the bid shall be rejected.

15. Evaluation criteria

Bids will be evaluated according to the following eliminatory and essential criteria.

15.1 Eliminatory criteria

These include:

- the absence of the bid bond at the opening of bids; necessary accompanied by the deposit receipt issued by the DCC;
- the failure to produce, beyond 48 hours deadline after the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond);
- the false declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- the absence of the Diploma of Chartered Accountant with registration to the Institute of Chartered Accountants of Cameroon (ONECCA) for the current year for the General Supervisor;
- a technical score less than 80 points out of 100;
- the absence of a quantified unit price in the Financial Bid;
- the absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE);
- the absence of the Integrity charter dated and signed;
- the absence of the Commitment statement to comply with social and environmental clauses, duly filled and signed;
- the absence of a sworn statement that it has not abandoned any contracts in the last three years;
- the failure to comply with the bids files formats submitted in line;
- the absence of a sealed envelope marked as "witness offer" containing a copy of the financial offer in a USB key;

- the absent of the backup copy;

NB : To be eligible for analysis of the technical offer, the bidder must not fall under any elimination criteria.

15.2 *Essential criteria*

Technical bids shall be graded on 100 points depending on the following essential criteria:

No	Criteria	Points
1	Presentation of the offer	03
2	Bidder's references in the provision of similar service	10
3	Proposed methodology in compliance with the ToR;	25
4	Qualification and competence of experts;	50
5	Solvency and financial capacity	05
6	Material needed for the mission	07
Total		100

The essential criteria and sub-criteria are detailed in the Special Conditions of the Invitation to Tender (RPAO).

NB : (1) Only bidders whose offers obtain a technical score of 80 points out of 100 or higher will be admitted to the financial analysis.

(2) Any government worker listed among the staff of a bidder and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Administration, shall be considered invalid.

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the tenderer with the bid best evaluated by combining technical and financial criteria.

17. Validity period of the offers

Bidders shall remain bound by their tender for **90 days** from the initial deadline for submission of tenders.

18. Further information

Further information may be obtained online in the ARMP's Public Contracts Journal or on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or during working hours, at the Secretariat of the Administrator of CCODEF (SIGAMP) located at Boulevard Jean Paul II Boulevard, rue 6.085 quartier Golf - Yaoundé, 2nd floor, Phone number: (237) 222 21 88 26.

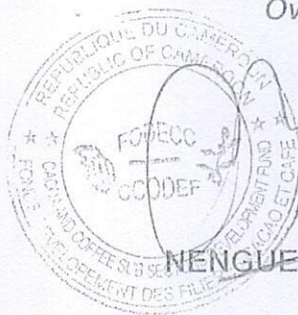
19. Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or Call) on (+237 673 20 57 25 et 699 37 07 48).

Yaounde the, 19th september 2025

The Administrator of CCODEF, Project

Owner



NENGUE Samuel Donatien

Copies

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- CCODEF
- Chairperson CIPM – CCODEF
- Notice Board/File

[Handwritten mark]